

NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ EST MALADE



L'hiver est passé, l'épidémie de grippe a une fois de plus fait des ravages. Les vaccins sont moins efficaces car chaque fois un virus plus agressif est en cause

et le nombre de malades décuple. Il est opportun de rappeler que notre système de santé va mal et qu'il est urgent d'y remédier.

Cet hiver, on a cumulé. Côté médecine de ville, nous manquons de médecins généralistes et ceux qui restent sont mal répartis sur le territoire. Ils sont souvent débordés et nombre d'entre eux n'ont plus le temps de faire de visites à domicile. Par ailleurs, certains patients voient leur médecin partir en retraite sans être remplacé et n'ont plus de médecin traitant.

Comment une épidémie de grippe entraîne une « crise » à l'hôpital

Plus grave, les Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) n'ont pas de personnel soignant en suffisance, les visites médicales trop épisodiques entraînent un transfert fréquent des résidents aux urgences.

Et à l'hôpital ? Le problème ne repose pas sur les malades qui viennent pour une simple consultation. Il est dû au manque de lits pour ceux qui sont plus gravement atteints et qui ont besoin d'être hospitalisés.

Le résultat a été une augmentation prévisible de l'activité des hôpitaux que ceux-ci n'ont pu absorber. Malgré les alertes dès la fin d'année, la Ministre de la Santé a été longue à répondre. Le plan « Hôpital en tension » a été déclenché et certains hôpitaux ont même mis en œuvre le « Plan blanc », réservé aux situations de catastrophe. Voilà comment une simple épidémie de grippe entraîne une véritable « crise » à l'hôpital, terme récusé par la Ministre qui a tenté de minimiser l'ampleur des difficultés pour ne pas mettre en lumière la gravité de la situation et donc ses responsabilités.

Les conséquences doivent être prises en compte par les responsables de la situation. Si la grippe entraîne une surmortalité inévitable, cette année des personnes sont sûrement mortes du fait d'une incapacité du système à les prendre en charge correctement. Depuis plusieurs années

diverses publications montrent que la gestion à flux tendu des hôpitaux entraîne des dysfonctionnements à l'origine d'une surmortalité pouvant atteindre 30 %.

Le système a craqué

Des alertes ont été émises sur le fait que notre système de santé, soumis à de plus en plus de contraintes dues aux pressions financières, était sur le fil du rasoir. Jusqu'à présent, la mobilisation des professionnels permettait de passer le cap mais cet hiver, le système a craqué. Le manque de médecins de ville a été sciemment organisé par une limitation du nombre d'étudiants. Déficit compensé, en partie seulement, par des médecins ayant obtenu leur diplôme à l'étranger, notamment en Roumanie. Aujourd'hui en France, un quart des médecins débutent leur carrière avec un diplôme obtenu à l'étranger !

100 000 lits en moins en 25 ans !

À l'hôpital, l'équation est simple. En 25 ans, plus de 100 000 lits ont été fermés et l'hémorragie continue. La règle actuelle imposée par les pouvoirs publics est la suppression d'environ 30 % des lits, lors de toute opération de restructuration ou de reconstruction hospitalière. Et la fermeture des établissements de proximité a entraîné mécaniquement une surcharge des structures restantes.

De plus, le virage ambulatoire est la plus grande escroquerie. Si en chirurgie, pour ceux qui bénéficient d'un logement et d'un entourage adaptés, un retour le jour même à domicile peut être intéressant, ce n'est pas le cas pour tout le monde. La logique financière est là-aussi à l'œuvre car il s'agit bien de limiter la présence des patients à l'hôpital, avec la construction d'hôtels où seront logés les patients entre leurs soins.

Quelles solutions ?

Il faut d'abord supprimer le numerus clausus, c'est-à-dire la limitation arbitraire du nombre de médecins formés chaque année. Nous ne formons pas assez de généralistes par rapport aux spécialistes et leur mode d'exercice en cabinet libéral ne correspond plus aux besoins. Les jeunes médecins aspirent à travailler en groupe avec d'autres professionnels de santé. Ils privilégient le salariat et ne veulent plus s'occuper des tâches administratives.

L'incurie des politiques face à certains lobbies a fait qu'aucune régulation de l'installation des médecins n'a été

mise en œuvre. Elle existe pourtant depuis plusieurs années pour les infirmières et cela commence à porter ses fruits. Il est donc urgent que des mesures similaires soient appliquées aux médecins. On constate que les mesures dites « incitatives » sont un échec car les territoires déficitaires il y a 10 ou 15 ans, le sont encore plus aujourd'hui.

Au niveau des Ehpad, il faut augmenter le nombre d'infirmières pour assurer leur présence 24 h sur 24 et organiser une présence médicale quotidienne afin de limiter les hospitalisations des résidents. Là-aussi, les chiffres sont parlants, pour nous aligner avec l'encadrement existant dans les structures similaires en Allemagne, il faudrait doubler le nombre d'emplois. Ce qui serait légitime au regard des tarifs élevés payés par les résidents et leurs familles.

En finir avec la cure d'austérité

Enfin la cure d'austérité imposée à l'hôpital et poursuivie par Marisol Touraine (3,5 milliards d'économies, soit 16 000 suppressions de lits et 22 000 emplois en moins) doit subir un coup d'arrêt. Il faut exiger l'arrêt des fermetures de lits et le maintien des hôpitaux de proximité. Actuellement, les besoins majoritaires sont des lits pour des personnes de plus de 50 ans atteintes de maladies chroniques associées (diabète, hypertension, maladies respiratoires, etc.).

L'hôpital avec des services par spécialités isolés et sans réelle coordination ne correspond plus aux besoins d'une majorité des patients.

Il faut une véritable transformation des hôpitaux intégrant les évolutions de la chirurgie et des nouvelles techniques, mais surtout avec plus de lits de médecine, avec des médecins « généralistes » coordinateurs et des spécialistes appelés à la demande auprès du patient. Ce n'est pas au patient à passer d'un service à l'autre mais aux médecins de se déplacer et de se coordonner ! C'est vers ce schéma que doit évoluer l'hôpital pour répondre aux besoins du XXI^e siècle.

Notre système de santé a besoin de réformes de structures et de moyens qui lui permettent de répondre aux besoins de la population. Si nous suivons les politiques menées ces dernières décennies, nous risquons bientôt d'être dans la même situation de dégradation que celle que connaît la Grande-Bretagne

Dr Christophe Prudhomme

Communiqué Régional CGT

Bastia le 10 Mai 2017

Élection Présidentielle.

Le FN battu c'est très bien ; œuvrer pour une véritable politique de justice sociale est plus que jamais nécessaire et urgent.

L'union régionale CGT salue la victoire de la démocratie en ne permettant pas au FN d'accéder à la Présidence de la République. Faire barrage à l'extrême droite fait partie de notre engagement historique. La haine du syndicalisme porté par ce courant politique est incompatible avec les valeurs, les statuts et les revendications de la CGT.

Pour autant le score élevé du FN est à la hauteur de la désespérance sociale conséquence des politiques libérales et d'austérité successives menées par les différents gouvernements.

En Corse le FN frôle la majorité au second tour de l'élection Présidentielle. Aux raisons nationales s'ajoutent chez nous des causes plus particulières qui ont contribué à ce score très élevé de Marine Le Pen.

Certes la précarité de l'emploi, les inégalités qui se creusent, nos services publics qui s'effondrent notamment dans le rural, ont en Corse des conséquences majeures sur la vie des gens. **Mais en plus, les débats incessants et les peurs agitées sur les questions identitaires, contribuent à donner de la force aux idées nationalistes du FN.**

«On n'est plus chez nous» «Arabi fora ou I Francesi Fora» «les continentaux ou les étrangers prennent le travail des Corses» «on subit une colonisation de peuplement où l'on risque d'être minoritaires sur notre terre»; statut de résident, corsisation des emplois; autant de thèmes qui favorisent le rejet de l'autre, la recherche du bouc émissaire thèmes majeurs de l'extrême droite.

Pour la CGT, le combat syndical pour une politique sociale nécessite l'unité des salariés ; le poids trop important du FN est donc un handicap pour les luttes nécessaires à construire et à mener.

Pour faire face aux mesures anti sociales du nouveau Président de la République (nouvelle loi travail, suppression de 120 000 poste dans les services publics, casse de nos régimes de retraite). Nous avons besoin de convaincre les salariés ; leur montrer que l'adversaire ou l'ennemi ce n'est pas celui qui souffre autant qu'eux ou qui galère autant qu'eux. **Ceux que nous devons combattre sont ceux Corses ou pas qui demandent et profitent toujours plus de privilèges, de déréglementation, de baisse du coût du travail, de moins de services publics et de solidarité.**

En Corse face à ces défis majeurs, la CGT est disponible en respectant les sensibilités de chacun de créer un vaste mouvement social unitaire ; afin de faire reculer les idées portées par l'extrême droite sur lesquelles s'appuie le patronat, et redonner ainsi espoir à tous ceux qui souffrent des politiques libérales et qui aspirent à une vie meilleure.
